

La Voix Syndicale

de l'Essonne

Prix 1,50 €

N° 133

Trimestriel de l'Union Départementale CGT de l'Essonne

Grève dans l'Éducation en février
Élitisme, improvisation,
voies de garage et cantines à la diète

pages 11 et 12



Loi Darmanin «Asile et Immigration»
Comment pourrir la vie des travailleurs
immigrés avec ou sans papiers



pages 3 et 17

La Voix Syndicale
de l'Essonne

12 Place des Terrasses de l'Agora
91034 Évry Cedex

Directrice de publication:
Véronique Josien

tél. 01 60 78 28 41 - fax 01 60 78 55 43
ud91@cgt.fr

Commission paritaire N° 0725 S 06300



Urgences de Juvisy
et maison de l'Yvette
Résistance anti-dépeçage
du Groupe Hospitalier
Nord-Essonne

pages 4 et 5

Sommaire

Images 2023 (p. 2)

Congrès USD Santé et Georges-Clémenceau (p.6)

Élections professionnelles (p. 7)

L'adieu à Pierre Michard (p.8)

Nouvelle direction à l'Union Locale d'Évry (p.13)

Retraités CGT Essonne: Saint-Malo et la suite (p. 14-15)

Une journée d'octobre à Chateaubriant (p. 16)

Finances UD cherchent cotisations... (p. 18)

Violences sexuelles et sexistes: revendications CGT (p.19)

Quelques nouvelles de 2023

Mouvement Retraites au premier semestre, avec retour de l'unité d'action syndicale. 19^e congrès de l'UD 91 à Évry, avec une nouvelle organisation. Reprise des crimes de guerre en Palestine depuis le 7 octobre, soutien au cessez-le-feu de la CGT et de la gauche. Trois images marquantes de 2023 dans l'Essonne.

Un mouvement retraites multiforme

Pendant six mois, c'est le premier sujet en France. La maigre victoire du gouvernement n'a effacé ni les traces so-



Évry, le 30 mars (Photo CGT)

souvenir de l'in-
néces-
France. La par le 49-3
ciales, ni le justice ni la
sité de
revenir
dessus.

Mobilisation exceptionnelle et décentralisée. Manifs à la capitale, bus en masse et frais à l'identique, inventivité en Essonne. «*Entre deux manifestations parisiennes, l'intersyndicale maintient une dynamique d'activité locale*», disait une militante en mars. 800 personnes à Palaiseau un dimanche, des retraites aux flambeaux à Massy, Étampes,



(Photo CGT)

Marcoussis ou Corbeil, un défilé de 500 personnes à Évry avec chorégraphie «*Rosie-la-Riveteuse*» devant l'Agora, l'intersyndicale 91 a innové. Elle n'était pas seule: mouvement associatif et gauche politique étaient là aussi. Un changement de climat positif et surtout valeur d'exemple.



(Photo CGT)

19^e Congrès UD 91 : statuts et vie syndicale

Le 18^e datait de 2016, avec une CE bousculée par le Covid 19, malgré un Comité Général récent. En février 2023, nouvelle direction issue des votes de 153 délégués à la Maison des Syndicats d'Évry. Les huit UL de l'Essonne étaient là, avec 15 fédérations CGT. Catégories socio-professionnelles stables, 18% d'ouvriers, 37% d'employés, 22% de TAM et 23% IC (Ingénieurs-Cadres) et enseignants.



(Photo CGT)

Toile de fond, freins à la syndicalisation, précarité ubérisée, représentation affaiblie des salariés, restriction des heures syndicales dans les CSE, chasse aux militants par le patronat et le gouvernement, dégradation des conditions de travail. Sur fond de stagnation des salaires et d'inflation alimentaire. Réorganisation de la Commission Exécutive avec priorité à la vie syndicale et constitution de trois Pôles: Femmes Mixité, Vie syndicale /DLAJ, Élus et mandatés. Premier débriefing début 2024.

Palestine: mobilisation pour un cessez-le-feu durable

7 octobre 2023, assaut terroriste Hamas contre des Israéliens et relance du conflit palestinien. La France en connaît les retombées politiques. La CGT a pris position.

«*La CGT refuse de choisir ses victimes et condamne l'ensemble des assassinats de civils, que les victimes soient israéliennes comme palestiniennes*». (Sophie Binet, 8 novembre 2023).

Le 1^{er} décembre, manifestation à Évry pour un «*Cessez-le-feu immédiat à Gaza!*», avec 21 organisations, dont la CGT. Samedi 9 décembre, à la Maison des Syndicats, «*8 heures pour la Palestine*» à l'initiative UD CGT et FSU 91, événement organisé par France-Palestine, témoignages, débat, concert et exposition. Plus de 350 personnes dans la salle, un résultat exceptionnel.

Remarquable, la fermeté de la CGT contre le déferlement raciste des médias dominants (groupe Bolloré en tête) soutenant aveuglément les exactions de Benjamin Netanyahu. «*D'où qu'ils viennent, les crimes de guerre doivent être condamnés*», disait une participante au 9 décembre à Évry. La CGT reprend son rang d'acteur sur la scène internationale.

Les objectifs 2024 de l'UD CGT de l'Essonne

« La lutte contre l'extrême droite et la loi Immigration est une urgence renouvelée... »

Comment continuer la mise en place des décisions du congrès 2023 de l'UD? Salaires et couverture sociale gardent priorité, avec la lutte contre la loi Asile-Immigration, une rupture d'égalité au sein de la République.

La Voix Syndicale. Quels objectifs majeurs pour l'UD en 2024 ?

Véronique Josien. Redevenir la première orga syndicale sur le département et doubler notre nombre de syndiqués ! Ça aurait été ma réponse spontanée il y a trois mois et je la maintiens aujourd'hui. En gardant les salaires et l'emploi comme priorités.

Cependant, une nouvelle urgence est arrivée en décembre. La loi Asile-Immigration menace la démocratie par la préférence nationale et l'attaque contre le droit du sol, marqueurs de l'extrême droite. Le ralliement parlementaire d'une partie de la droite, macroniste ou pas, fait le lit du néofascisme. Nous devons être au premier rang pour mettre en échec cette menace vitale.

LVS. Vous pouvez tout mener de front ?

V.J. Je suis confiante. Quand leur existence est en cause, le mouvement syndical et la CGT ont toujours su résister et vaincre la bête. La condition est une réappropriation collective de notre vie syndicale et de nos décisions de congrès, avec une inter-professionnalisation réelle. Nous ne pourrions faire face que « Tous ensemble ! » et ce n'est pas un slogan de manif !

LVS. Les Retraites 2023 ont montré une nouvelle unité d'action syndicale. Qu'est-ce qu'il en reste ?

V.J. Le printemps dernier a montré la force démocratique des syndicats quand ils dépassent leurs intérêts particuliers pour revenir aux seuls intérêts collectifs des travailleurs.

Ça n'a été ni simple, ni évident. Il faut rechercher les convergences sans rien

rogner sur nos valeurs. Certaines revendications rapprochent, d'autres sont plus compliquées à porter ensemble. Quand une négociation comporte une véritable régression des droits et du pouvoir d'achat des travailleurs, pour nous, c'est non.

LVS. Même réponse au plan départemental ?

V.J. Dans l'Essonne, pour la Maison des Syndicats d'Évry, l'ensemble des orgas a bien travaillé ensemble et ça a marché.



Mais cette question de l'unité syndicale est à plusieurs étages, national, régional, départemental et, plus compliqué encore, à l'entreprise.

Aux élections professionnelles, il y a naturellement une lutte pour la représentativité. Cependant, nous nous imposons une retenue syndicale, pas d'attaques personnelles contre les syndiqués et leurs orgas. L'émulation n'est pas la guerre et un travail militant commun après les résultats électoraux est souvent possible.

Nous avons bien sûr l'éternelle question de l'indépendance syndicale. Pour certaines organisations, impossible d'afficher leur logo avec celui d'une organisation politique.

LVS. C'est un obstacle à l'union contre l'extrême droite ?

V.J. C'est un défi pour 2024, surtout avec les élections européennes. La montée de la précarité, l'absence de réponses aux besoins sociaux nourrissent le terreau de l'extrême droite et banalisent ses idées.

Nous devons les démasquer de façon argumentée, partout. Une formation sera proposée à l'UD en ce sens au printemps pour outiller nos militants. Les luttes CGT pour les salaires, l'égalité femme-homme, un système solidaire de retraites sont à l'opposé de l'extrême droite. Celle-ci nie la lutte des classes. Elle est contre le Smic et les minima sociaux, le rétablissement de l'ISF, la taxe sur les superprofits, la gratuité des cantines et des fournitures scolaires pour les plus modestes, etc.

LVS. Marine Le Pen se vante cependant de relais dans le syndicalisme...

V.J. Il faut préciser les choses. Il existe des « syndicats-maison », ils sont liés au patronat et au fascisme. L'extrême droite a toujours fourni au capital des troupes de « jaunes » et d'hommes de main, mais elle a une haine

envers les syndicats ouvriers et la solidarité internationale. Les députés RN ont proposé d'interdire la présence d'étrangers au sein des Instances Représentatives du Personnel et de limiter le droit de vote des travailleurs précaires aux élections professionnelles. On rejoint en droite ligne la loi Asile et Immigration. L'extrême droite est en totale opposition avec tout ce que défend la CGT.

LVS. Le Congrès 2023 de l'UD a annoncé un changement de responsabilités dans la direction et la CE. Où en est-on ?

V.J. Les choses se mettent en place. 2024 verra la nouvelle direction de l'UD et les collectifs de travail de la CE. L'enjeu est de constituer une équipe soudée sans qui rien ne serait faisable. Un fonctionnement avec un secrétariat en binôme, pas de permanent présent 24h/24, cela va sûrement changer certaines habitudes...

(Propos recueillis par Gilbert Dubant)

Chaises musicales pour les urgences de Juvisy

La résistance continue contre le dépeçage du Groupe Hospitalier Nord-Essonne

La direction fait ses mauvais coups en douce. Les agents du SAU (Service Accueil Urgences) de Juvisy ont appris par des collègues que leur service fermait en 2024. Dernier exemple de dérive d'un Groupement Hospitalier Nord-Essonne ballotté depuis des années entre un hôpital de Saclay public, volontairement inadapté, et le pillage des autres équipements de santé par des requins privés, comme Korian.

Les coups en douce

Le 6 décembre 2024, la CGT du GHNE diffuse un tract «*Coup de tonnerre aux urgences de Juvisy*». Ce n'est pas exagéré. Sans préavis, les personnels viennent d'apprendre la fermeture de leur service en juillet 2024 «*Nous l'avons appris par une camarade qui travaille aux urgences de Longjumeau. Elle a reçu elle-même un mail d'un médecin urgentiste de Juvisy*», confirme Céline Van Marle, dirigeante CGT. «*À aucun moment, le Directeur n'a réuni les représentants du personnel pour nous informer en amont*».

Les agents concernés iront à Longjumeau pendant que le SAU de Longjumeau partira à Saclay. «*La direction du GHNE vient d'inventer le jeu des chaises musicales 2024, sans gagnant*», ironise le tract. Au-delà d'une gestion ridicule, le dégât humain

est grave. Les fermetures successives des services de médecine de Juvisy avaient poussé certains agents à passer aux urgences pour rester sur le site, tentant de concilier vies personnelle et professionnelle. Leurs projets sont anéantis.

Alerte officielle en janvier

Commentaire CGT: «*Comment l'ARS et la direction d'un hôpital public ont-elles pu faire confiance à une entreprise privée comme Korian dont l'attrait pour l'humain*



Manifestation de soutien CGT et usagers en 2023 (Photo CGT)

Comme d'habitude, la direction du GHNE se défile derrière ses partenaires privés. Au premier rang, Korian, le poids lourd des Ehpad, qui a réalisé une excellente opération immobilière en faisant main basse sur des locaux publics à Juvisy tout en promettant la livraison de nouvelles urgences publiques. Korian n'a rien respecté jusqu'ici.

est notoirement discutable et dont l'amour du profit est la principale boussole?». En janvier 2024, avec l'USD Santé 91, le syndicat GHNE lancera une alerte auprès du Procureur de la République, du Préfet, de l'ARS et des élus. C'est un dossier de portée nationale. Le lien d'intérêt entre Korian et le GHNE est un exemple-type de la mise en place progressive d'une

L'embrouille de la Maison de l'Yvette

Changement de programme pour un établissement de soins gériatriques et neurologiques d'Orsay. Les 50 agents sont eux aussi pris pour des pions dans les incohérentes chaises musicales de la direction du GHNE.

La Maison de l'Yvette est un bâtiment qui dépend de l'hôpital d'Orsay. Il abrite un service SSR (Soins de Suite et Réadaptation) gériatrique d'environ 26 lits, un SSR neurologique de 20 lits et un service de Court Séjour Gériatrique (CSG) de 20 lits. Ces SSR sont indispensables après une hospitalisation en médecine aiguë, neurologique ou en chirurgie. C'est un moment de rééducation avant un retour à domicile ou en EHPAD. Le CSG, c'est un service de médecine spécialisée pour les personnes âgées, avec des médecins gériatres. La Maison de l'Yvette compte environ 50 infirmières, aides-

soignantes, kinés, ergothérapeutes, psychologues, assistantes sociales, secrétaires médicales, orthophonistes, femmes et hommes de ménage.



Le problème: dans un premier projet, les deux services de SSR devaient rester à Orsay. Dans un deuxième projet, ils devaient rejoindre l'hôpital de proximité de Longjumeau. Récemment, nouveau contre-ordre, tout le monde reste pour le moment à Orsay! Comme pour les agents des urgences de Juvisy, ceux de la Maison de l'Yvette sont excédés d'être pris pour des pions que l'on change de place au gré des décisions de la

direction et de l'ARS, en bouleversant sans concertation leur vie personnelle. Nombre d'entre eux ont décidé de partir ou y pensent sérieusement.

privatisation de la santé. « Ça n'est qu'une histoire de décisions politiques au niveau national », résume une militante.

La question de fond est de savoir si, conformément aux engagements, Juvisy aura encore un SAU. « Vu la politique de fermeture de lits d'hospitalisation publique et le passage au privé de la santé, nous doutons fortement de la réouverture des urgences de Juvisy », dit Nathalie Le Mené, également dirigeante CGT. « Korian n'a, à ce jour, donné aucun engagement quant à la date butoir de livraison du bâtiment devant accueillir les urgences de Juvisy en 2027. Il suffit de regarder le plongeon que fait Korian en Bourse en ce moment pour en douter encore plus. Nous pensons que le directeur a fait une annonce pour tenter de calmer le jeu face aux agents et aux médecins des urgences très en colère d'être pris pour des pions ».

Les personnels ne sont pas seuls à être grugés. Les patients du secteur de Juvisy devront aller aux urgences de Villeneuve-Saint-Georges ou du CHSF de Corbeil, engorgées et déjà sous-dimensionnées. Sans moyen personnel de déplacement, parcours du combattant. La CGT craint des risques vitaux et des retards de prise en charge.



Destruction de l'hôpital, urgences en danger
(Photo CGT)

USD Santé et Action sociale

Montée des effectifs, souci pour les EHPAD, communication à développer

L'USD 91 Santé et Action Sociale a tenu son 15^e Congrès le 12 octobre 2023. Un rendez-vous pour faire le bilan des quatre dernières années d'une activité syndicale complexe, mais surtout orientée vers les efforts pour l'avenir.

Adhésions dans les EHPAD

Pour les syndiqués CGT, attachés au service public, l'injonction paradoxale est de travailler dans des structures de santé et d'action sociale gérées comme des entreprises. Le but est de transfor-



(Photo CGT)

Service Public, structures privées

Depuis le dernier congrès de 2019, le démantèlement organisé du système français de santé et d'action sociale s'est aggravé de façon dramatique. Cependant, l'USD de l'Essonne a bien résisté. Son millier d'adhérents en fait un point fort de la CGT dans le département.

Le congrès 2023 a fait le constat désastreux de la politique de santé gouvernementale. « Le gouvernement Macron et chacun de ses ministres, qu'ils soient de la Santé et de la Prévention, mais aussi des Solidarités, de l'Autonomie et des Personnes Handicapées ont, dans la continuité des précédents gouvernements, accéléré durant leur mandat le pillage de la Sécu, la casse de l'Hôpital Public tout comme la destruction de tout le secteur social et médico-social. Ils agissent pour rendre l'accès aux soins et la prise en charge de la population comme un véritable parcours de combattant. La pénurie de personnels, organisée depuis des décennies, est à son niveau le plus critique aujourd'hui. Ils ferment nombre de structures tout en jouant sur les mots et la propagande. La politique de santé est dictée par les intérêts du capital ».

mer patients et usagers en clients, donc sources de profits. Les exemples de Korian sur Juvisy ou de Clinalliance sur Étampes sont frappants.

« Nous devons quand même nous féliciter, dans ce contexte catastrophique », dit l'USD 91, « de l'amélioration des résultats de notre organisation syndicale départementale aux élections professionnelles, que ce soit dans les secteurs de la Santé et de l'Action Sociale, mais aussi dans nos secteurs publics et privés, comme au GHNE, SEGA, à Léon-Mauger, à l'Hôpital Privé du Val d'Yerres, etc. ». En relation directe, une nette augmentation des demandes d'adhésion à la CGT constatée dans les EHPAD du Coudray-Montceaux, de Saint-Pierre-du-Perray, à la Clinique de l'Yvette entre autres.

Les attaques contre le Code du Travail, les Conventions Collectives, le Code de la Fonction Publique sont toujours une bataille de tous les jours, comme la défense des Services Publics accessibles à tous en moins de 30 minutes, le droit à être soigné ou accompagné en sont une autre, qui encadrent l'action globale de la CGT Santé. « Quelle profession, dans notre champ Santé et Action Sociale, n'est pas en tension aujourd'hui ? ».

La communication interpro

Constat du congrès, la CGT est assez bien implantée dans la santé et le social, mais elle doit se renforcer dans le médico-social, les EHPAD particulièrement. « Ce sont les lieux où la souffrance au travail explose

lisations et la formation syndicale, mais il y a aussi des sujets à approfondir avec d'autres syndicats qui ne sont pas dans notre champ : le handicap et l'inclusion, la formation professionnelle... »

Banalité récurrente, il faut des bras militants pour faire vivre les syndicats et

(Photo CGT)



face à une marchandisation de « l'or gris » et la demande de syndicalisation y est forte ». Le congrès a pointé une amélioration indispensable de la communication, notamment entre les structures interpro. « Travailler ensemble est une évidence pour les campagnes électorales, les mobi-

l'USD. La question de la syndicalisation, du militantisme et du temps syndical est donc posée. « Les droits sont différents entre le privé et le public et il n'est pas si facile de trouver des camarades d'horizons divers qui veulent et peuvent s'investir ».

La nouvelle Commission Exécutive

La nouvelle Commission Exécutive a conservé les membres de la CE sortante souhaitant poursuivre leur mandat et intégré un tiers de nouveaux membres montrant la diversité des différents secteurs, public/privé, santé/social/médico-social...

Le bureau USD 91 a été renouvelé :

- Pascale Garcia, Secrétaire Générale (CHSF)
- Séverine Page, Trésorière (CHSF)
- Céline Van Marle, spécialiste LDAJ (GHNE)

Hôpital Georges-Clémenceau

Au Congrès, relance syndicale par la communication

Congrès CGT tenu les 28 et 29 novembre 2023. Comme à l'USD Santé 91, le dernier avait quatre ans. Débat sur l'actualité et sur le bilan, mais surtout sur les orientations d'ici à 2027.

Situé à Champcueil, Georges-Clémenceau est avec l'hôpital Dupuytren de Draveil l'un des cinq établissements du GPU AP-HP (Assistance Publique). Un établissement gériatrique de 390 lits avec une unité de soins palliatifs et un hôpital de jour.

(Photo CGT)



Le numéro du journal CGT « Cogito » consacré au congrès met en avant la décision de relancer les réunions d'information syndicale mensuelle dans les services, « dans le but d'être au plus près de vos questionnements, de vos remarques et revendications ».

Relance aussi de Cogito même. La référence latine et cartésienne de la réflexion appliquée au syndicalisme se donne une nouvelle version : un édito sur la politique générale de l'AP-HP, une page pour les élus CGT à la Formation Spécialisée et au CSE, une page sur la réglementation à l'APHP (congés annuels, disponibilités, événements familiaux et autres). Sans oublier le bulletin d'adhésion.

La Commission Exécutive 2024

SARRAZIN Marie-Laure (IDE Dechelotte), Secrétaire générale; **MOUBECHÉ Franck** (AS Dechelotte), Communication; **RÉ Didier**; **MEUNIER Isabelle** (Finances); **MIHOUB Laetitia**; **ZAIDE Catherine**; **BOURDIN Séverine**; **AUVRAY Jeremy**; **VALLS DE GOMIS Simon**; **HERSERANT Noëllie**; **SIMONET Thierry**; **ROUSSEAU Éric**; **MAMOUNI Laïla**.



(Photo CGT)

Élections professionnelles 2023

Premiers éléments dans l'Essonne

La longue période des élections professionnelles aux Comités Sociaux d'Entreprise est loin d'être terminée, puisqu'elle va jusqu'au printemps 2024. Les résultats eux-mêmes sont parfois incertains, du fait de nombreux recours, de procédures de contestation et donc de PV en attente.

Dans ce contexte, il serait imprudent de donner des tendances lourdes et encore davantage un palmarès. D'autant plus que les conditions de libre exercice du syndicalisme et d'élections dans les PME, ou même à EDF, sont souvent discutables. Un cas cependant retient l'attention : le CEPFI, un centre associatif de prévention, formation et insertion à Saint-Michel-sur-Orge. La CGT est implantée depuis 2017. Aux élections de novembre 2023, la liste CGT a récolté 12 voix sur 13 votants (taux de participation de 76,47%). Une victoire qui vient conforter le travail réalisé (défense des droits des salariés, tournée dans les équipes, moments de convivialité...) depuis leur première élection aux partielles de juin 2023. Une progression importante : au moment de la mise en place des CSE en 2019, la CGT n'avait obtenu que 7 voix sur 19 votants (Taux de participation de 82%). Une anecdote révélatrice dans un secteur où les salariés ont du mal à se faire entendre ?

JM Bruneau

(Les Ulis)

550 inscrits

La CCT devient la première organisation avec 37,23 % des voix devant CGC et CFTC qui font chacune 31,39 %.

Un renversement de situation depuis les dernières élections puisque la CGT était 3^e avec 24,48 % et les deux autres à égalité en tête. Une progression remarquable de 13 points. La Cgt obtient 8 élus (3 titulaires et 5 suppléants sur 11 élus).

Westinghouse Électrique France (Villejust)

478 inscrits

Deux organisations en présence, CGT et CGC, sur les collèges 2 et 3. Globalement, tous collèges confondus, la CGT progresse de 18,5% des voix à 30,5%. Commentaire : « Nous pouvons nous satisfaire de la progression réalisée par la CGT sur le collège n°2 : avec plus de 65 % des voix de ce collège,

on emporte 4 sièges sur 5 chez les titulaires et les suppléants, contre trois en 2019.

Avec un peu moins de 11% dans le 3^e collège, on peut regretter de n'avoir emporté aucun siège « titulaire », mais seulement 3 sièges de suppléants. Il aura manqué à peine quelques voix pour qu'il en soit autrement. Il faudra encore du temps, et du travail pour changer les mentalités des salariés cadres. Mais nous n'étions pas présents la dernière fois dans ce collège. Il y a une marge de progression évidente car il faut noter, qu'environ une centaine de cadres, soit un sur trois, ne s'est pas exprimé dans les urnes ».

L-Acoustics (Marcoussis)

346 salariés

Plus de la moitié sont inscrits dans le 3^e collège Cadres, où la CGT n'a pas pu présenter de liste. Elle enregistre cependant une progression significative tous collèges confondus. Le syndicat passe de 19,6% lors des précédentes élections à 34,7% en 2023, soit un doublement du nombre brut de voix.

1^{er} collège : CGT 100% des voix / 2^e collège CGT 32,6%. Le reste va à la CFE-CGC.



CGT EDF R&D (Saclay 91, Chatou 78, Renardières 77)

2051 électeurs ont été appelés à voter entre le 6 et le 13 novembre 2023, avec un taux de participation de 64%, en hausse par rapport à 2019 (58,7%).

Le recours au vote électronique a été une catastrophe lors de ces élections : après quelques heures d'ouverture du scrutin, la direction d'EDF a dû interrompre le vote électronique (entre lundi 6 novembre à 14h et mardi 7 novembre à 13h), à la suite à

de nombreux dysfonctionnements graves constatés dans toutes les unités d'EDF, pour intervenir sur le logiciel de vote pendant le scrutin !

La CGT demande le retour au vote physique, qui est la seule solution qui garantit à la fois la confidentialité du vote et la sincérité des résultats, le vote électronique étant totalement à la main des employeurs : rédaction de l'appel d'offres, détermination du budget, choix du prestataire, connaissance du code de calcul, etc. Le vote électronique exclut donc de fait les représentants du personnel du contrôle des élections.



Les résultats de ces élections professionnelles 2023 maintiennent la CGT EDF R&D comme 2^e organisation syndicale avec 22,4% des voix exprimées (23,2% en 2019), derrière l'alliance CFE-CGC UNSA à 36,1%, en nette progression. En troisième place c'est Sud-Énergie (19,5%), puis la CFDT (16,4%). FO (6%) perd sa représentativité.

La CGT reste la première organisation dans le collège exécution (100%) où elle était seule à présenter un titulaire et un suppléant, et dans le collège maîtrise (42,6%).

Dans le collège Cadres qui regroupe plus de 1700 salariés, la CGT EDF R&D progresse légèrement en nombre de voix, mais pas en pourcentage, car la CGT n'atteint que 17,8%. Sur les 22 sièges du CSE, la CGT EDF R&D obtient 6 sièges : 3 Cadres, 2 Maîtrises et 1 Exécution.

Commentaire du syndicat CGT : « Ces résultats sortis des urnes électroniques restent très étonnants, car les batailles menées sur les salaires, la réforme des retraites et l'action syndicale locale ont reçu un très bon accueil des collègues lors de la campagne électorale ».

Pierre Michard disparaît à 90 ans

Syndicalisme, culture et bénévolat: un militantisme sans limites

Né et mort à Corbeil-Essonnes, il en était une figure à l'activité incessante jusqu'au bout. Cégétiste, communiste, historien local, curieux de tout et payant de sa personne, Pierre Michard est une perte pour le syndicat du Livre, la CGT, sa ville, sa famille et ses amis. Ils sont nombreux.

Tout le monde l'appelait Pierrot. Il avait des manies étranges: il venait à toutes les réunions des organisations dont il était membre. Pire encore, il était ponctuel et s'exprimait avec précision. Des habitudes en voie de disparition, manifestation héritées du métier du Livre. Le jeune typographe y avait fait ses premières armes comme apprenti de 15 ans en octobre 1949, à l'École professionnelle de l'imprimerie Crété, pilier historique de l'industrie corbeilloise. Son père Maurice, typo et metteur en pages, y avait passé 47 ans, avec une période FFI en 1944 et une adhésion constante à la FFTL-CGT. Santina, la mère, était couturière à domicile.

Après un CAP de graveur héliogravure et 16 ans chez Crété, Pierre Michard devient chef d'atelier à l'imprimerie du groupe Del Duca à Maisons-Alfort. C'est la ville où il prendra une pré-retraite en 1989 à Helio Europe Impression, après 40 ans de métier dont 35 comme syndiqué CGT.

Entre-temps, il s'était occupé de pas mal de choses, dont les prud'hommes. Un article paru en 1987 dans une revue donne une idée des jobs cumulés chez Del Duca. « Il est dur d'être à la fois un dirigeant dans son métier, dans son syndicat et aux prud'hommes. Responsable d'une trentaine de personnes, dont cinq en maîtrise, Pierre Michard est secrétaire régional du Syndicat national des Cadres et Techniciens du Livre et vice-président du Conseil Encadrement à Créteil. Autrement dit, il est au four et au moulin ».

Il est aussi minoritaire chez les conseillers-salariés où l'UGICT est distancée par la CGC. Ce qui renforce à la fois son tempérament de lutteur et son sens du dialogue. « Il a su faire passer l'idée d'une harmonie entre le Code du Travail (le droit) et la réalité (l'équité). Cela faisait 27 ans qu'il défendait

les gens aux prud'hommes et il n'y en a pas 10% dans l'encadrement qui sont syndiqués. Tant pis. Quand même, il a un rêve: s'occuper de ses quatre petits-enfants pendant le week-end ! ». Lesquels lui ont donné par la suite sept arrière-petits-enfants.

Le 24 mai 1997, le XVI^e congrès du Livre



(Photo CGT)

CGT à Toulouse rend hommage au jeune vétéran et revient sur sa jeunesse, quand Pierrot, ses 20 ans et son éternel harmonica, qui animent le club de jeunes de l'imprimerie Crété, « font connaissance d'une jeune et jolie brunette prénommée Arlette qui, comme par hasard, est la fille d'un conducteur offset ami de son père ».

L'idylle est cassée par le départ en Algérie d'octobre 1955, l'embuscade du 30 juillet 1957 où l'appelé Michard est blessé, puis rapatrié en France le 23 septembre. « Profitant au passage de son état sanitaire pour passer à la barbe de la censure des photos qui illustrent aujourd'hui l'ouvrage d'Henri Alleg », note son camarade biographe, ajoutant dans un style d'époque: « Il retrouve Arlette qui l'attend et en décembre 1957 ce sont les fiançailles qui récompensent la patience méritoire de la fiancée et le 21 juin 1958, c'est le mariage pour le 20^e anniversaire de la jeune épouse ». L'union sera définitive.

La carrière prud'homale de Pierrot s'achève en 1987 quand il devient chef de fabrication, deux ans avant son départ. Elle sera récompensée par trois médailles d'honneur, mais le syndicalisme ne s'ar-

rête pas pour autant. Dès 1990, il devient secrétaire national bénévole du SNCTLC (Syndicat national des cadres et techniciens du livre et de la communication CGT) et le reste jusqu'en 1997. « En 1999, il prit les fonctions de trésorier de la section des retraités de la SCOP Hélio Corbeil ». (1) C'est insuffisant pour occuper la retraite du camarade Michard, toujours syndicaliste et communiste depuis 1988. Retraité CGT à l'USR 91, participant actif de toutes les assemblées générales de rentrée de l'Union départementale de l'Essonne, Pierrot s'intéressait à la politique de sa ville et de la mairie. Historien documenté, il incitait sur Internet à voir et acquérir les films de documentation que réalise l'association historique locale et diffuse régulièrement au cinéma Arcel. Il serait justice que l'un d'entre eux lui soit un jour consacré. La matière ne manque pas, mais ses amis et ses camarades auraient souhaité qu'elle se prolonge beaucoup plus longtemps.

(1) - *Le Maitron*, notice Pierre Michard par Isabelle Antonutti, 2020.

G. D.

La Voix Syndicale
de l'Essonne

Ont participé à ce numéro 133

Pierre Benoit
Yannick Biliec
Gérard Birebent
Cécile Cavalier
Olivier Champetier
Gilbert Dubant
Éric Dumas
Brigitte Gabriel
Pascale Garcia
Sara Ghenaïm
Florent Grimaldi
Véronique Josien
Nathalie Le Mené
Jean-Marc Liger
Franck Moubèche
Christian Pilichowski
Céline Van Marle

De Lardy à Flins, quel avenir pour Renault ?

La « vague électrique » mouille d'abord les salariés

15 novembre 2023, la CGT appelle à se rassembler à midi devant l'usine de Flins, dans les Yvelines, pour protester contre la fin de la production de véhicules. La Zoé s'arrête début 2024. Parmi les délégations, celle de Renault-Lardy est particulièrement motivée. Son avenir dépend de la filiale électrique.

Lardy est un centre d'ingénierie spécialisé dans le développement des motorisations. Il est particulièrement concerné par la transition vers l'électrique par la filiale « Ampere ». « Alors que les constructeurs et les gouvernements présentent cette transition comme écologique », dit la CGT, « les salariés de Renault peuvent dire qu'il s'agit avant toute chose d'une tentative de transition... des profits. Notre centre devrait

être le fer de lance de Renault dans l'innovation électrique, il a vu ses effectifs divisés par 2 depuis octobre 2018. Dans le même temps, alors que Renault dit vouloir rattraper la « concurrence chinoise », la direction a réduit drastiquement les budgets d'investissements de 2018 à 2022 ». Réduction de la R&D et suppression de milliers d'emplois hautement qualifiés dans l'ingénierie.

La Twingo en Slovénie

« La priorité, c'est le business », a répondu le Directeur Général Luca De Meo, à un journaliste qui lui demandait pourquoi Renault ne produisait pas de véhicule électrique abordable. Les profits se font sur les SUV, massifs et lourds, hors budget pour la majorité. Ils ont besoin de batteries lourdes donc chères, pour assurer une autonomie correcte.

« Ce sont donc les salariés, la population, dans l'incapacité d'acheter des voitures moins polluantes, et l'environnement qui paient les conséquences de choix financiers désastreux », estime la CGT-Lardy. « Au moment où Renault lance sa filiale électrique Ampere et annonce la fin de la production de véhicules à Flins, il est temps que les salariés de l'automobile puissent exprimer ce qu'ils vivent de l'intérieur d'un

système en pleine mutation mais où l'essentiel ne change pas ».

Autre question abordée par De Meo le 15 novembre : le lancement en 2026 d'une nouvelle Twingo. Ce serait l'un des modèles phares de la filiale Ampere, consacrée au véhicule électrique. Un modèle que présentait ainsi « Le Monde » : « un



(Photo CGT)

futur modèle à 20 000 euros (hors subventions). Une voiture à petit prix, mais connectée et désirable, et pas n'importe laquelle : une Twingo, modèle emblématique des années 1990 ».

Reste une question, pas encore définitivement tranchée : où sera-t-elle produite ? Piste principale, l'usine de Novo Mesto, en Slovénie, qui assemble déjà une Twingo électrique, ancienne version et vient de perdre la production de la Smart Forfour (passée sous le contrôle de Geely). D'après Luca De Meo, « les usines en France sont pleines », en tout cas de projets électriques version Megane, Scenic, R5, 4L, Alpine plus une Micra Nissan et un SUV Mitsubishi. Le 15 novembre, la contradiction était portée par Sophie Binet à Flins pour soutenir les salariés contre la fin de la production sur le site, vaguement promis « au recyclage et à l'économie circulaire ».

« Pas un centime de plus... »

La CGT refuse que la Twingo soit produite en Slovénie et demande à l'État actionnaire de réagir. À Renault-Lardy, le syndicat mène la lutte sur tous les fronts. Si Flins ne peut laisser personne indifférent en Île-de-France, la situation en Essonne ne laisse aucun répit aux

salariés en général, puisque les militants de Lardy se préoccupent de l'entreprise Renault, mais aussi des filiales.

« Les droits y sont plus faibles que chez Renault SAS, voire même inexistantes. La direction fait appel à la « solidarité » entre entreprises et filiales. Pour être clair, elle nous demande de déshabiller Pierre pour habiller Paul », dit la CGT en préparant une réunion le 10 novembre. « C'est quand même osé de renvoyer à la solidarité entre salariés alors qu'elle rogne petit à petit nos droits ! Entrer « en négociation » de cette manière, c'est annoncer déjà qu'il n'y a rien à négocier... La CGT revendique le progrès social et donc que les droits les plus élevés soient appliqués à tous ».

Confirmation de ping-pong dans les négociations du 30 novembre 2023 sur les droits individuels (ancienneté, congés ancienneté, UPA, jours enfants, naissance et adoption, mariage/PACS, déménagement, décès, etc. La direction annonçait d'entrée « qu'elle ne mettra pas un centime de plus sur la table ». Elle faisait pire en tirant vers le bas l'unification des jours d'ancienneté entre catégories, en voulant diviser par deux la franchise éducation ou supprimer les UPA (Unités Pratique d'Atelier) qui donnent jusqu'à 35 jours de congés à prendre avant son départ à la retraite aux salariés ayant travaillé dans des ateliers.

La logique du grignotage général

« Pour la CGT », répond Florent Grimaldi, le secrétaire général à Lardy, « pas question de supprimer l'acquisition de ces jours aux personnes qui travaillent dans les conditions les plus dures. Alors que l'âge de la retraite s'est encore décalé, il faut qu'elles conservent ce moyen de partir en retraite un peu plus tôt ».

La direction veut aussi supprimer le dispositif « Congés ancienneté avantage Régie », un jour de congé d'ancienneté pour 30 ans et deux jours de congés

De Lardy à Flins, quel avenir pour Renault ?

pour 38 ans. Autre mesquinerie, la direction a refusé la proposition de la CGT, qui demandait la prise en compte des personnes vivant en union libre de la même manière que pour les mariages et les PACS. «*Encore une fois*», dit le syndicat, «*c'est toujours la même logique de la Direction qui prévaut : le «grignotage» de nos droits. Le RH du Groupe Renault était venu à Lardy en juin 2022 et avait promis des avancées... On attend toujours de les voir !*».

Il serait artificiel de séparer les luttes quotidiennes de la CGT à Renault-Lardy d'avec l'arrêt de la production à Renault-Flins ou le sort de la voiture électrique en France. La séparation vient surtout de la différence de traitement médiatique, où les journaux et télévisés acquis au gouvernement et aux constructeurs ignorent les coûts écologiques de batteries au lithium pour de monstrueux SUV, le désert actuel de bornes de recharge ou l'absence actuelle d'évaluation de la production d'énergie nécessaire dans les 20 ans à venir comparée aux moyens existants ou en chantier.

Depuis l'emploi, divisé par deux à Lardy depuis 2018, il n'y a pas eu en 2023 de plans massifs de licenciements utilisant

tous deux fortement présents en région parisienne, préparent le terrain en dégradant les conditions de travail et en transférant le maximum de personnels dans des filiales et des « joint ventures ».

Si la transition vers la voiture électrique



(Photo CGT)

reste floue dans ses délais et ses applications possibles pour le grand public, les personnels ne sont pas mieux informés de leur avenir, ballotés comme des pions. «*Je ne suis plus salarié de Renault, mais d'Amperé*», disait fin 2023 Pascal Le Manach, délégué syndical CGT à l'usine de Cléon en Seine-Maritime.

«*Le plan stratégique nommé «Renault-tion» (sic) prévoit la division de la société en cinq entités : Amperé (construction des voitures électriques particulières et logiciels), Horse (voitures thermiques et hybrides),*

Alpine (marques sport) et deux autres filiales dédiées aux «services liés à la mobilité» et à «l'économie circulaire de l'automobile». Le siège de Horse, la filiale thermique et hybride – dont le capital sera partagé à terme entre Renault et le constructeur chinois Geely – n'est pas situé en France mais à Madrid, et ses 9000 salariés sont répartis entre Espagne, Portugal, Roumanie, Turquie, Chili, Argentine et Brésil. De son côté, la filiale Amperé devrait être introduite en Bourse au

qu'en 2035, les moteurs thermiques seront interdits dans l'Union européenne et qu'un moteur électrique nécessite moins de pièces qu'un moteur thermique. Les constructeurs et le gouvernement français répliquent par des annonces rassurantes comme l'ouverture d'usines de batteries en France générant des milliers d'emplois, sans préciser d'ailleurs leur statut social ni leurs propriétaires.

Renault annonce la fabrication de neuf nouveaux véhicules en France, dont une majorité sera 100% électrique. Quant à Flins, l'usine deviendrait le

«*premier site industriel dédié à l'économie circulaire de la voiture*». En attendant, la dernière Zoe, premier véhicule électrique de Renault, cessera définitivement au printemps 2024 et aucun nouveau véhicule ne prendra la suite.

«*Depuis trois ans, l'usine de Flins a perdu 1 500 personnes et en septembre elle ne comptait plus que 1 877 salariés en CDI et entre 300 et 400 intérimaires*», a déclaré Ali Kaya, responsable CGT. «*À la Factory VO, l'unité de Flins-sur-Seine spécialisée dans le reconditionnement de véhicules d'occasion, les nouvelles activités devaient employer 210 personnes réparties en trois équipes*».

«*Au centre technique Renault de Lardy*» précise Florent Grimaldi, «*nous étions 2 400 il y a quatre ans. Maintenant, nous ne sommes plus que la moitié, 700 CDI et 500 prestataires. Deux ruptures conventionnelles collectives ont eu lieu, et presque chaque semaine des ingénieurs démissionnent*».

(1) - Mediapart, 19 décembre 2023.

COP 28 : ON VA TOUJOURS DROIT DANS LE MUR...



l'argument de la fin des moteurs thermiques, mais des rognages permanents. Les directions de Renault et de Stellantis,

printemps 2024 ». (1)

L'opération intercontinentale est soutenue par le martèlement médiatique

Congrès de l'Union Locale d'Évry

Changement de direction sur une base stable

Le congrès s'est tenu les 9 et 10 novembre. Il a changé de secrétaire général et procédé à un état des lieux. Constat: des bases solides et un fonctionnement à affiner.

Christophe Poilly (EDF) vient de prendre sa retraite. Il quitte ses fonctions de secrétaire général de l'UL d'Évry, tout en restant à la section Retraités de la Commission Exécutive. Il ouvrait le congrès pour signaler que le précédent datait de 2018. Lui-même avait été élu lors d'une CE extraordinaire le 16 mai 2019. Une mandature dense avec un soutien constant aux négociations NAO et PAP, une présence téléphonique pour les rendez-vous Droit du travail et travailleurs sans papiers. La réforme des retraites était un temps fort, « *auquel il a manqué de trop nombreuses bases avec des délégués syndicaux* », disait-il, rappelant cependant « *qu'il n'a jamais été seul pour mener à bien toutes ces missions et continuera à assurer le suivi des dossiers en cours* ». Présence stable pour les militants dans les deux journées, avec de 43 à 46

adhérents, répartis entre 14 et 16 bases, plus un représentant de l'USTM et des membres de la direction de l'UD.

Les tâches et les moyens

Depuis 2004, l'UL d'Évry avait un permanent syndical comme secrétaire général. Ce n'est plus le cas. Jean-Marc

Jean-Marc Liger et Christophe Poilly (Photo CGT)



Liger, dirigeant CGT à Vibrachoc (zone industrielle de Lisses), a fait de son syndicat le premier dans l'entreprise, mais ses décharges syndicales ne dégagent pas un plein temps pour s'occuper de l'UL. Chacun devra en tenir compte et il sera discuté un détachement supplé-

mentaire auprès de la Fédé Métallurgie. « *La priorité du mandat avec un secrétaire non permanent est d'assurer la continuité des activités de l'UL. Pour cela, il va falloir que les élus et mandatés anticipent leurs demandes, le fonctionnement en mode « Je viens quand je veux et j'obtiens de suite » ne sera plus possible* ». L'annonce a le mérite de la clarté.

Pour le nouveau mandat, poursuite des permanences Droit du Travail, accueil des travailleurs sans-papiers, développement de la formation d'accueil des nouveaux syndiqués et bien sûr aide continue pour les NAO et autres négociations. Un atout important de la nouvelle CE est de mêler arri-vants et militants expérimentés.

Les comptes sont bons

État des lieux depuis 2020, chaque année l'UL d'Évry regroupe entre 1 500 et 1 600 adhérents : il y a des syndicats, mais aussi environ 380 « isolés » gérés directement par l'UL. Le nombre de timbres payés par chaque adhérent est plutôt bon, mais le montant du timbre mensuel semble insuffisant par rapport au 1 %. Les comptes « transparents et sains » ont été approuvés par l'assemblée.

L'UL d'Évry compte 143 entreprises avec une présence CGT, des syndiqués « individuels » et une vingtaine de syndicats organisés, répartis sur 16 Fédérations. 2023 a été un moment fort, mais coûteux pour l'UL, notamment pour payer les bus du mouvement Retraités. « *Depuis le début de l'année* », expliquait Christophe Poilly, « *nous avons eu 55 nouveaux syndiqués, 50 cartes rendues, dont 7 qui se sont syndiqués en 2023. La lutte contre la réforme des retraites nous a amené de nouveaux syndiqué(e)s, mais pour autant d'autres nous quittent. C'est principalement lié à des changements de région pour leur travail ou une fois que l'aide apportée à leur cas n'est plus nécessaire* ».

Le nouveau secrétaire général, Jean-Marc Liger, en profitait pour insister sur un point central. « *Si nous voulons assurer nos moyens pour les luttes futures, il faut se conformer au juste paiement de la cotisation CGT, à savoir 1 % du salaire net avant impôts* ».

La nouvelle Commission Exécutive

Par ordre alphabétique. ARSAOUI Badia ; BOUDET Claudine ; CAVANNA Rime ; CHAMPETIER Ollivier ; DESMOND Christine ; DOUHANE Sakina ; FAUCHER Sylvain ; FILLON Xavier ; GOMEZ Nathalie ; HAJI Réda ; HAMDAOUI Driss ; KABA Soriba ; LIGER Jean-Marc ; MAZZI Rachel ; MONTANARY Nicolas ; N'GUELA Elza ; OUAKRIM Samir ; POILLY Christophe ; ROYER Nathalie ; ROYER Armand ; SCHIAVO Gérard ; TRAORE Ibrahima.

Secrétaire Général : LIGER Jean-Marc.

Le Bureau : DOUHANE Sakina ; LIGER Jean-Marc (Secrétaire général) ; ROYER Armand ; SCHIAVO Gérard.

Trésorière : MAZZI Rachel.

Trésorières déléguées (suivi des adhérents) : BOUDET Claudine ; ROYER Nathalie.

Section retraités : POILLY Christophe.

(Photo CGT)



Éducation: grève unitaire le 1^{er} février

Élitisme, improvisation, voies de garage et cantines à la diète

«**Pour nos salaires, contre les suppressions de postes, contre la mise en place des réformes à marche forcée, nos organisations syndicales CGT Educ'Action, FSU, FNEC FP-FO, SUD Éducation appellent à une action de grèves et des manifestations le 1^{er} février 2024**». **Le communiqué de fin d'automne s'appuie sur un constat qui s'aggrave depuis la rentrée 2023. Les faits.**

«*Notre département ne fait pas exception*», dit Educ'action 91. L'accueil n'est pas à la hauteur, lycées essonniers surchargés, classes pleines. «*L'Essonne connaît une forte croissance démographique, les capacités d'accueil dans la voie professionnelle ne correspondent pas aux besoins. Le Conseil Régional tarde à construire les lycées nécessaires et remplit à ras bord des établissements déjà saturés*».

Surbooking et pénurie

La carte des formations 2024 en construction ne correspond toujours pas aux besoins: en Essonne, 36 places créées en Bac Pro et aucune en CAP. Pourtant, cette année, difficulté particulière sur les CAP avec de plus en plus d'élèves en situation de handicap ou en grande difficulté, sociale et scolaire. Ouvrir de nouvelles places en CAP, pâtisserie par exemple, permettrait une diversification des orientations scolaires pour les élèves sortant de SEGPA. «*À ce titre, nous revendiquons également la possibilité de groupes de 1^{ère} Bac Pro pour les poursuites d'études des CAP*», estime un enseignant concerné par la question. «*Leur possibilité de continuer en Bac Pro ne doit pas dépendre du décrochage scolaire de ceux qui étaient en 2nd Bac Pro*».

Le rectorat assume sa politique de «*surbooking*». L'Éducation Nationale ne lutte plus contre le décrochage scolaire, elle l'anticipe pour gérer la pénurie. Malgré cela, des élèves n'ont pas d'affectation dans la filière de leur choix en lycée. En septembre 2023, plusieurs centaines d'élèves n'avaient pas de place en 2nd Bac Pro ou 1^{ère} année de CAP. Des élèves de moins de 16 ans, fragiles socialement et scolairement, restent donc exclus de l'école pendant plusieurs semaines. Pour gérer le manque de place, on pro-

pose également à des élèves de 3^e ayant obtenu leur DNB (Diplôme National du Brevet) de redoubler pour espérer avoir une place en lycée l'année prochaine. «*L'autre option étant de les pousser vers l'apprentissage*», ironise une syndicaliste, «*vous cherchez une place à l'école, on vous demande de trouver un travail!*».



(Photo CGT)

Choix bidon et tri social

Même logique dans la réforme du lycée professionnel. Le ministère a concédé quelques aménagements aux marges de sa réforme, mais la philosophie globale reste celle de la loi «*Plein emploi*»: fournir rapidement de la main d'œuvre aux secteurs «*en tension*», sans jamais poser la question des conditions de travail et de salaires. L'insertion professionnelle écrase toutes les autres finalités.

Le projet d'aménagement de l'année de terminale reste profondément néfaste. Les élèves seront soumis à un calendrier démentiel avec des épreuves anticipées à la mi-mai. Puis, pendant six semaines de ce parcours diversifié, ils auront le «*choix*» entre stages gratifiés par le ministère lui-même ou préparation à l'enseignement supérieur. Ce choix en est-il vraiment un? Les élèves issus d'un milieu défavorisé peuvent être enclins à choisir la gratification, même avec l'intention de poursuivre dans l'enseignement supérieur. Encore une fois, renforcement du tri social!

Dans la mise en place de la réforme Macron règne une improvisation totale, comme faire revenir des élèves de l'entreprise pour quelques heures au mois de juin pour passer un examen! Même les syndicats les moins engagés contre la réforme, qui avaient annoncé publique-

ment ne pas faire grève avec la CGT le 12 décembre contre la réforme, ont été contraints de rejoindre la mobilisation devant un tel chaos!

«**Choc des savoirs**»: une vision élitiste et passéiste de l'école

Avant son déplacement comme 1^{er} Ministre le 9 janvier, Gabriel Attal, Ministre de l'Éducation depuis le 20 juillet 2023, avait promu un modèle fondé sur la performance, la compétition, l'élitisme, le séparatisme et l'entre-soi. S'appuyant sur l'enquête PISA de l'OCDE, il reprend les propositions de la droite libérale et de l'extrême droite. Pas un mot pour la mixité sociale, alors que «*la France est toujours l'un des pays où le lien entre le statut socio-économique des élèves et la performance qu'ils obtiennent*



(Photo CGT)

«*au PISA est le plus fort*», note la même enquête de l'OCDE. Pas un mot non plus pour les conditions d'enseignement alors que le nombre moyen d'élèves par classe est plus élevé en France que la moyenne des pays de l'OCDE.

Pas un mot sur la formation des enseignants, ni sur la pénurie des candidats

aux concours de recrutement, et la suppression de 2 500 postes prévue au budget 2024.

Solutions innovantes, le redoublement imposé, le tri des élèves dans des groupes de niveau, les manuels labellisés et imposés, les méthodes d'enseignement prescrites, puis les uniformes? En mettant de côté les élèves en difficulté, c'est eux qui seront rendus responsables de celle-ci. Pourtant, scientifiques, syndicats et même OCDE admettent le manque de pertinence et l'effet néfaste du redoublement. Idem au sujet des «groupes de niveau», vieille revendication réactionnaire pour mettre fin au collège unique. C'est une logique de tri selon le niveau. Les sciences de l'éducation ont prouvé que cela ne fonctionne pas, mais creuse les inégalités, démotive et stigmatise les élèves les plus fragiles.

la vie scolaire reconvertie de force en vigile au portail au détriment de l'accompagnement des élèves quand certains politiques font de la surenchère en proposant la reconnaissance faciale ou le fichage ! Refu-

91 a dénoncé cette démarche. Le gaspillage éventuel se combat par une démarche éducative et une offre de qualité par circuits courts. L'inflation alimentaire ne peut justifier que les économies se



(Photo CGT)

sons que l'école se referme ! Ce dont les élèves ont besoin, ce n'est pas de méthodes simplistes ni de retour à l'École fantasmée des années 50, mais d'une école accueillante, d'une pédagogie émancipatrice, librement mise en œuvre par leurs enseignants, en nombre suffisant pour réduire drastiquement les effectifs par classe ».

fassent sur l'assiette des adolescents et le dos des familles.

Les mensonges comme dessert

Dans le Parisien du 12 octobre 2023, le Département se vantait d'économiser 30 000 euros par jour. Indécemment quand pour certains jeunes, la cantine est le seul repas de la journée. Autre mesure du même tonneau: réduction des portions avec les assiettes "grande faim" (à peu près normales) et "petite faim". (?)

Aux Conseils Départementaux de l'Éducation Nationale (CDEN), la CGT Éducation avec les autres syndicats et associations de parents d'élèves ont interpellé le responsable des collèges. Il a nié que « les collégiens puissent avoir faim », malgré des témoignages d'élèves sans nourriture en fin de service ou avec des portions insuffisantes. Le Département a été jusqu'à invoquer « la lutte contre la crise climatique » (!) pour justifier les restrictions. CGT et parents d'élèves ont voté une motion exigeant le retour aux cinq composantes. Le budget voté 2024 n'est pas de nature à rassurer. L'entretien des collèges baisse d'un million d'euros sur 2023. L'ouverture de nouveaux collèges est reportée: deux ans pour Gif-sur-Yvette (2027) et d'un an pour Wissous (2026). La baisse des recettes du département, à cause du gouvernement, impacte la condition des collégiens. Est-ce à eux de payer l'addition ?

Cantines à la diète : les collégiens paient l'addition!

Depuis septembre, l'Essonne a choisi de restreindre l'offre alimentaire dans les cantines des collèges. Expérimentée en catimini dans quelques collèges depuis mai 2023, la mesure a été imposée brutalement, sans la moindre concertation avec usagers, personnels ou parents.

Le choix entre laitage et dessert, donc suppression d'une composante, a sauté sous prétexte de gaspillage alimentaire, quasiment absent de ces éléments. Après la fin de la gratuité de la restauration pour les familles modestes, les prix n'ont cessé d'augmenter.

Ainsi, entre décembre 2020 et septembre 2023, le prix d'un repas « élève externe » est passé de 6,07 € à 7,80 € (+ 28 %), alors que les autres augmentaient de 11% (de 8,38 à 9,30€). Pour justifier, le Conseil départemental a fait parvenir aux élèves demi-pensionnaires des flyers contre le gaspillage individuel. La CGT Éducation



(Photo CGT)

Méthodes simplistes contre école accueillante

Même les meilleurs élèves y perdent, n'étant confrontés qu'à la performance académique au détriment du vivre ensemble. Un sondage du ministère auprès des enseignants plébiscite l'utilité des RASED en maternelle et en primaire (Réseau d'Aide Spécialisée aux Élèves en Difficulté), mais nulle mention n'en est faite pour les renforcer. Le ministre dit s'appuyer sur des travaux scientifiques... sans préciser lesquels !

« Ni les uniformes pour les élèves (financés sur le budget du ministère), ni les vidéosurveillances partout ne feront de l'école un lieu de vivre-ensemble serein, ouvert à toutes et tous », insiste la CGT Éducation. « Refusons le détournement des missions de

Congrès national des retraités CGT

« *Nous ne militons pas tous de la même façon...* »

12^e congrès de l'Union Confédérale des Retraités CGT à Saint-Malo du 27 novembre au 1^{er} décembre. Quatre délégués de l'Essonne et une intervention. Au retour, un stock de réflexions sur ce qui aurait pu être dit et ce qui reste à faire.

L'UCR a changé de secrétaire générale Cathy Cau succède à Marc Bastide. Dans la nouvelle CE de 52 camarades figurent Christian Pilichowski et Serge Marquine, membres de l'USR 91. 330 délégués, 140 femmes et 190 hommes, 67 ans de moyenne d'âge. Le rapport d'activité a été adopté à 99,76 %.

Le congrès breton a apporté des chiffres utiles. Depuis 2017, un retraité a perdu en moyenne l'équivalent de 2 à 2,5 mois de pension. L'intersyndicale des retraités réclame une augmentation immédiate de 100 euros, mais l'UCR-CGT estime qu'il faut 300€ de plus par mois pour toutes les pensions et parvenir à une pension minimale d'un SMIC brut de 2000€ par mois.

Les chiffres

Entre 1996 et 2012, les pensions nettes se sont à peu près maintenues, avant de chuter lentement sous la présidence de François Hollande et plus rapidement sous celle d'Emmanuel Macron. Entre 1996 et 2021, la perte de pouvoir d'achat est de -11,50% pour les pensions nettes des cadres et de -7,5% pour les non-cadres. 70% de la baisse s'est produite depuis l'arrivée de Macron au printemps 2017.

La revalorisation des retraites par rapport à l'évolution du salaire moyen a été remplacée par une revalorisation par rapport à l'indice des prix INSEE, loin de refléter la réalité de la consommation des ménages. « Pour une retraite de 1067€ mensuels, c'est 2324€ de perte annuelle par rapport à l'évolution du SMIC. Pour 1578€ mensuels, cela se traduit par une perte de 5550€ annuelle ».

50% des 17,3 millions de retraités sont en dessous du SMIC (1747,20€ bruts mensuels) et 27% des retraités perçoivent une retraite inférieure à 1000€ bruts mensuels, dont 74% des femmes. Malgré cette vérité des chiffres, les retraités sont souvent présentés comme des privilégiés par une partie de la presse, alors qu'ils consacrent 23 millions d'heures par semaine pour la garde des petits-enfants.

Syndicalisme et champ politique

Au-delà du constat revendicatif, Saint-Malo a laissé quelques sujets en friche. Le Secrétaire général de l'USR 91, Gérard Birebent, le disait au retour. « De ce congrès, j'attendais un vrai débat sur la structuration de l'UCR, à savoir les UFR, les Unions Fédérales de Retraités, et les USR, les Unions syndicales de retraités. Nous sommes tous membres d'une UFR et d'une USR, mais nous ne militons pas tous de la même façon. Nous pensons que pour

élargir le mouvement, nous devons travailler tous ensemble. Ce débat n'a pas eu lieu au congrès. L'autre question, dont le congrès est resté complètement en dehors, nous l'avons posée à notre dernier congrès départemental : « Comment remettre le syndicalisme sur les rails d'un projet de société ». Penser la vie de la cité a été une force de la CGT, il faut que ça le redevienne. Il convient de renouer avec la culture du débat politique ».

Gérard Birebent l'avait dit dans son intervention à la tribune de Saint-Malo. « Regagner un véritable pouvoir de transformation sociale suppose dès lors que les syndicats se remettent en phase avec les réalités plurielles du travail. Mais une stratégie volontariste de

redéploiement ne suffira pas : le syndicalisme ne pourra peser efficacement dans la transformation sociale que s'il en crée parallèlement les conditions politiques. Or, la mobilisation antisyndicale que nous avons connu le premier trimestre 2023 a révélé les contraintes contradictoires dans lesquelles sont pris les syndicats dans leur rapport au champ politique ».

Une Sécu intégrale

Christian Pilichowski notait aussi certaines lacunes de Saint-Malo, comme la connaissance insuffisante de la Sécurité Sociale intégrale, « et non plus le 100% Sécu pour éviter les confusions avec ce qu'a fait le gouvernement sous ce vocable et qui en fait ne sert qu'à financer les mutuelles et assurances privées ».

Cathy Cau, nouvelle secrétaire générale de l'UCR-CGT, affirme : « Quand on milite à la retraite, on milite sur son lieu de vie ». Cependant, tous les amendements qui voulaient ouvrir un débat sur les formes d'organisation, ont été rejetés. « Sans parler » ajoute Christian Pilichowski, « de ceux qui voulaient rendre statutaire la création de syndicats de retraités multi-professionnels,

Le militantisme à la retraite ?

L'une des deux tables rondes de Saint-Malo était sur ce sujet. Difficile à traiter vu la moyenne d'âge des congressistes. « Trois intervenants sur quatre étaient retraités depuis quelques semaines et n'avaient aucune expérience d'avant et d'après. Par conséquent les interventions n'ont ouvert aucune piste sinon qu'à la retraite on continue comme avant », explique Christian Pilichowski.

« J'aurais aimé pour ma part que cette question soit abordée sous l'angle de la retraite comme nouvelle étape de la vie et par conséquent d'une nouvelle manière de militer. En activité, pour la plupart, nous militons essentiellement sur notre temps de travail, les heures de délégation par exemple. Or à la retraite, nos heures militantes sont prises sur notre temps de repos ou de loisirs. Et ça change tout. Mais rien dans le débat de cette table ronde ».



(Photo CGT)

Une société pour tous les âges

Pour l'USR 91, les échanges et les réflexions après Saint-Malo tournent autour de la mise à jour des structures et de la pratique syndicale. Il s'agit d'être au plus près d'une population de retraités victime d'une désinformation du gouvernement et de ses complices, patronat et extrême droite. Cependant, cette réalité est préparée par les conditions de la vie active.

« Pour regagner un véritable pouvoir de transformation sociale, cela suppose que la CGT se remette en phase avec les réalités plurielles du travail », estime Gérard Birebent. « Mais pour que le syndicalisme pèse efficacement dans la transformation sociale, il faut en créer parallèlement les conditions politiques, c'est-à-dire sur les institutions politiques et sur les auteurs qui les incarnent. Ce qui pourrait permettre au mouvement syndical de reconquérir le pouvoir dont il a été dépossédé.

Nous l'avons dit à Saint-Malo, nous sommes décidés à le mettre en œuvre chez les retraités CGT de l'Essonne. C'est une question qui revient souvent dans les discussions à la CE de notre USR : comment associer les camarades membres des UFR, qui habitent sur le département ? L'autre question qui nous est posée en permanence et dont le congrès est resté complètement en dehors, c'est « Comment construire une société pour tous les âges ? ».

La délégation de l'USR 91 : Christian Pilichowski, Annie-Claude Mozzani, Gérard Birebent, Serge Marquine (Photo CGT)

dans les Unions Locales. En fait, il existe déjà plus de 400 de ces syndicats ».

Il regrette en particulier que trois amendements n'aient pas été pris en compte. Le premier concernait le haut niveau d'abstention des élections politiques. Un risque pour la démocratie qui requiert une expression accrue des travailleurs et travailleuses.

Le deuxième amendement ouvrait un débat plus profond sur les enjeux écologiques. L'interdépendance des écosystèmes met directement en cause le système capitaliste. Comment un syndicalisme de transformation sociale se met à bonne hauteur ? Le troisième amendement rejeté proposait de « réfléchir à la mise en place d'une sécurité sociale alimentaire » dans le cadre de la Sécu, financée par la cotisation sociale, dans un objectif de santé publique. Le document d'orientation a été voté à 92,14 %.



L'USR 91 en pleine activité (Photo CGT)

Revalorisation, objectif central 2024

Résolution du congrès de Saint-Malo le 1^{er} décembre 2023.

« La consultation menée par l'UCR-CGT sur le thème « De quoi ai-je besoin pour vivre dignement ? » confirme qu'une majorité de retraité-es n'est plus en mesure de s'en sortir et est donc contrainte de faire des choix dans ses dépenses (alimentation, énergie, logement, santé, transports, ...).

Notre revendication « Pas une retraite en dessous du SMIC CGT », soit 2000 € brut mensuels, ainsi que celle exigeant le retour à l'indexation des retraites sur le salaire moyen, prend donc tout son sens pour permettre aux retraité-es de vivre dignement. Pour y parvenir, l'UCR-CGT exige une revalorisation minimale

immédiate des pensions de base et complémentaires de 10 %. Les retraites de base ont été augmentées de 5,3 % au 1^{er} janvier 2024 en application des dispositions du code de la Sécurité Sociale, ce qui met à niveau le montant des pensions par rapport à l'inflation en 2023 mesurée par l'indice INSEE. De fait, les retraité-es n'auront aucune revalorisation au titre de l'année 2024. Dès le début de l'année 2024, les pensions vont commencer à s'éroder.

Les délégués au 12^e congrès de l'UCR-CGT décident de faire de la revalorisation des pensions un objectif revendicatif central pour les semaines et mois à venir ».

Balade mémorielle à Châteaubriant

Comment cultiver sans tristesse le souvenir de la Résistance



(Photo CGT)

Le 22 octobre 1941, les Nazis fusillent dans une sablière de Chateaubriant, en Loire-Atlantique, 27 otages communistes ou proches. La gauche n'a pas oublié, l'UD CGT de l'Essonne non plus. Avec une fidélité marquée davantage par le partage des valeurs que par le goût des cérémonies.

L'équipe

Ce n'est pas une corvée annuelle. La journée vient tous les deux ou trois ans au gré de celles et ceux qui l'organisent à l'UD CGT 91, avec co-financement URIF. Une gerbe part cependant chaque année. Le 22 octobre 2023, 25 participants levés à l'aube pour 700 bornes en car aller-retour. D'abord ramassage sur Corbeil et les Ulis, où Philippe Madranges, secrétaire de l'UL, a prévu café, boissons fraîches, tables et pique-nique midi et soir... « *Ce n'est pas un détail* », dit une habituée, « *c'est ce qui fait de cette journée un moment de partage fraternel* ». Il y a des vétérans bien au courant et des adhérents du printemps qui découvrent l'histoire sociale de la CGT avec un certain émerveillement. « *Les intentions et connaissances des uns et des autres sont assez diverses* », note Véronique, dirigeante UD. « *Certains connaissent tous les noms, d'autres découvrent les personnages ou l'existence même de ce qu'il s'est passé à Châteaubriant, un jeune prof d'histoire veut approfondir ce qu'il sait déjà, tous veulent honorer la Résistance, mais surtout lutter contre l'oubli...* ».

L'émotion et les uniformes

Arrivée en fin de matinée, direction le Musée de la Résistance, installé dans une ancienne ferme près de la carrière des Fusillés. Visite émouvante, découverte de l'esprit de résistance dont les otages politiques et syndicalistes ont fait preuve derrière les barbelés, mais aussi mémoire de leurs camarades survivants et des familles avec les dernières traces de lettres et d'objets personnels. Déjeuner soleil et ombre, sous un grand



(Photo CGT)

arbre, départ pour le défilé et salut à Fernand Grenier, homme-clé de la Résistance, ex-maire de Saint-Denis, représentant le PCF auprès de De Gaulle à Londres et Alger, artisan du vote des femmes en 45. Une cérémonie en deux parties, d'abord très officielle avec Préfet et uniformes, dépôts de gerbes au monument et repli des drapeaux partisans. Changement d'ambiance après le départ des officiels. Sur la scène, allocutions de l'Amicale de

Châteaubriant et de Fabien Roussel pour le PCF, en alternance chaque année avec la CGT. L'après midi se termine par une « Évocation Historique » théâtralisée. Restent plus de 350 kilomètres en car, raccourcis par les avis sur la journée.

Remèdes contre l'amnésie

« *Beaucoup d'émotions dans nos rangs, très palpables, des yeux humides parfois, une certaine fierté d'être héritiers de cette histoire liée à la CGT...* », commentait une participante régulière, « *peut-être aussi une prise de conscience ou une confirmation de ce que peut vouloir dire militer et résister...* ». Bon augure face à la montée de l'extrême droite en Europe et particulièrement en France. L'UD de l'Essonne consacrera en juin 2024 au moins deux journées d'étude sur le sujet « *Comment agir syndicalement face aux idées d'extrême droite ?* ».

Encourageante aussi sur la curiosité, une question posée dans le car: Pourquoi Châteaubriant plutôt que d'autres hauts lieux de la Résistance, comme le Mont

Valérien? « *Je n'en connais pas la raison. C'est vrai que Châteaubriant est porté par nos structures régionales* », dit Véronique Josien. « *Sur la mémoire des luttes, l'idée est retenue pour nous de développer un « programme d'éducation populaire », c'est ce qu'ont décidé le congrès et le CE de l'UD 91. Il y a une demande et un écho de plus en grands pour ce genre d'initiatives* ».

Loi Darmanin « Asile et Immigration »

Comment pourrir la vie des travailleurs immigrés avec ou sans papiers

Le projet de loi était dans les tiroirs du gouvernement depuis juin 2022, retardé par les mobilisations contre la réforme des retraites. Au fil du temps, la vie des étrangers est devenue de plus en plus compliquée par différentes circulaires du ministère de l'Intérieur. À tel point que de nombreux « anciens régularisés » ont préféré retourner dans leurs pays d'origine. Certains avaient des titres de séjour de 10 ans.

Après de nombreux rebondissements dignes de la Commedia dell'arte, le texte a été adopté. Cette loi, c'est l'escalade dans la réaction. Il est tellement à droite que le RN a pu le voter en le revendiquant comme une « victoire idéologique historique ».

La « préférence nationale » dans le marbre

Bien des mesures réactionnaires ont été inscrites: régularisation à la discrétion des préfets dans une liste des métiers en tension, exigence d'une plus grande maîtrise de la langue, incertitude sur l'avenir de l'AME (Aide Médicale d'État), restriction de l'accès aux aides sociales, instauration de quotas migratoires, déchéance de nationalité et limitation du droit de sol, refus ou retrait d'un titre de séjour en cas de non-respect des « principes républicains », durcissement des OQTF et du regroupement familial, rétablissement du délit de séjour irrégulier, caution pour les étudiants étrangers, etc.

Les femmes seraient les premières victimes de cette loi. En effet, les travailleuses occupent majoritairement les métiers sous-payés, très souvent à temps partiel, voire « au black » ; cette loi ne permettrait pas leur régularisation.

Cette loi est l'écriture dans le marbre de la préférence nationale. Affaiblis, Macron et son gouvernement ont choisi l'alliance avec les forces les plus réactionnaires. La CGT appelle à la mobilisation et à la désobéissance civile contre la loi de la honte. Divers syndicats, associations et partis politiques appellent à ne pas promulguer la loi. Grande journée de mobilisation organisée le 21 janvier sur tout le territoire.

« Vider le stock... »

Concernant l'Essonne, le préfet a envoyé un cadeau par e-mail le 29 décembre 2023 : une nouvelle procédure pour les premières demandes de régularisation. « Tous les usagers ayant sollicité un rendez-vous sur démarches simplifiées pour venir déposer leur dossier devront, à compter du 8 janvier 2024, y déposer leur dossier complet. Ils auront un délai de deux mois, c'est-à-dire jusqu'au 8 mars 2024, pour mettre leur demande à jour et déposer leur dossier complet. Au-delà, les dossiers non mis à jour seront clôturés ».

L'annonce peut sembler anodine. Elle est destinée en fait à fournir à la préfecture d'Évry une liste servie sur un plateau pour expulser davantage de migrants. La préfecture a plus de 10 000 dossiers de premières demandes en attente, tous motifs confondus. Une excellente raison de

Manifestation associative devant la sous-préfecture de Massy en 2021. Au centre, Brigitte Gabriel (Photo CGT)



« vider le stock », terme employé par elle-même.

Aujourd'hui, la CGT présente seulement cinq dossiers par mois, rendez-vous gagnés grâce aux luttes. Il faut jusqu'à deux ans et demi pour obtenir un titre de séjour, avec récépissés de demande tous les trois mois. Certains patrons se lassent et licencient.

Tension et qualification

Les directives 2024 amèneront-elles une amélioration? La préfecture d'Évry prévoit d'envoyer un mail explicatif à chacun. « Même si elle y parvient, ce dont nous doutons », dit l'UL de Massy, « comment ces usagers souvent en galère avec l'outil

Une lutte de sans-papiers en Essonne (Photo CGT)



informatique et confrontés à la barrière de la langue vont-ils réussir à compléter leurs dossiers? Le PAN, Point Accueil Numérique, censé aider les usagers dans leurs démarches, déjà surchargé, n'aura pas la capacité d'effectuer ce travail. Nous, associations, syndicats et partis politiques, ne deviendrons pas une annexe de la préfecture pour faire ce travail. »

« On pourrait se réjouir de la suppression du pack employeur et de la production uniquement de 8 fiches de paie », note Brigitte Gabriel, « mais ces dernières doivent concerner un poste « métiers et zones en tension » dont la liste est établie par décret. Elle ne comporte quasiment que des métiers qualifiés. Les travailleurs sans-papiers occupent principalement des postes sans qualification. Cette mesure n'est applicable que jusqu'au 31 décembre 2026. Et après? Que deviennent les milliers de dossiers en attente d'instruction à la préfecture? Que deviennent les demandes de renouvellement de titres de séjour? Nous dénonçons la manœuvre autour des métiers en tension. Toutes et tous travaillent quel que soit le secteur. Le « plein droit » est une escroquerie, puisque le titre n'est pas pérenne ».

Les finances de l'UD CGT 91

« Trop de cotisations pas encore reversées... »

La clôture des comptes 2023 permet d'avoir une vision globale des finances de l'Union départementale CGT de l'Essonne. Le dirigeant en charge de la politique financière, Éric Dumas, fait le point.

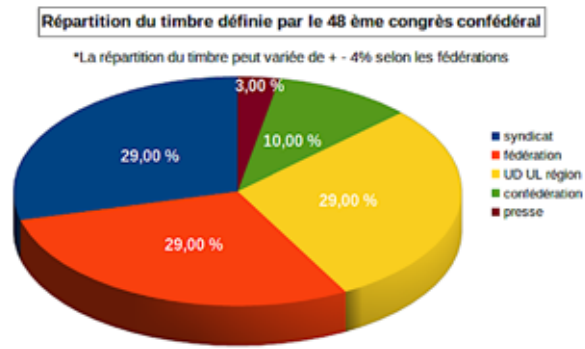
La Voix Syndicale. Les prévisions budgétaires de 2022 ont-elles été confirmées et quelle est la situation générale ?

Eric Dumas. Pour une Union départementale comme celle de l'Essonne, l'évolution des ressources est un paramètre difficile à appréhender. La ressource principale reste comme dans toutes les structures, syndicats et Unions Locales, le reversement des cotisations. Sans la régularité de celles-ci, nous mettons en péril notre autonomie financière, notre indépendance à l'égard des employeurs et des pouvoirs publics. Bien que le Conseil Départemental alloue une subvention aux organisations syndicales représentatives dans un cadre légal et après un vote de l'assemblée, cette ressource financière reste précaire. Nous n'avons aucune garantie que le montant ne soit pas minoré d'une année sur l'autre voire remis en cause par des choix politiques. Et nous avons peu de ressources complémentaires, ce qui nous ramène de facto aux versements réguliers des cotisations comme étant vitaux pour notre fonctionnement.

LVS. Le versement des cotisations est un problème traditionnel. 2023 marque-t-elle une amélioration ou une dégradation ?

E.D. C'est vrai que ce problème est récurrent, mais j'insiste sur son importance avant de venir à l'année écoulée. Nous avons des dépenses incompressibles qui augmentent d'année en année. D'abord, nous ne devons pas oublier que nous avons des salariés à qui nous devons garantir le versement des paies. Et puis nous ne sommes pas à l'abri de la hausse des coûts dus à l'inflation: maintenance, frais postaux, routage et impression de notre journal...

Avec le prix du papier qui flambe, le prix des tracts et affiches s'envole aussi. Il est difficile d'être exhaustif sur les postes recettes-dépenses dans une interview, mais une chose est certaine,



nous devons rester ambitieux si nous voulons garantir notre indépendance de fonctionnement. Plus précisément, l'exercice 2023 confirme que beaucoup trop de FNI et timbres mensuels ne sont pas encore reversés !

Pour l'exercice 2022 clos en décembre 2023, il aura fallu un travail conséquent de notre CFC pour interpellier de nombreuses structures en retard de près de deux ans sur leurs reversement ! Même si nous constatons de nouvelles adhésions, le volume de timbres n'augmente pas proportionnellement. Nous constatons des incohérences entre FNI et timbres reversés.

LVS. Peut-on apporter quelques précisions sur le système de cotisations ?

E.D. Le FNI est le premier mois de cotisation, ensuite on parle de timbres. Un adhérent à l'année devrait donc cotiser pour 1 FNI et 11 timbres. En moyenne, on y est pas. La cotisation syndicale versée régulièrement par le syndiqué matérialise son appartenance à la CGT et constitue un élément vital au financement de l'activité de toute la CGT.

Statutairement, la cotisation est fixée à 1% du salaire net. C'est un principe d'égalité. Chaque adhérent cotise proportionnellement à ses revenus. Rappelons que 66% des cotisations annuelles sont déductibles des impôts et si on n'est pas imposable, un crédit

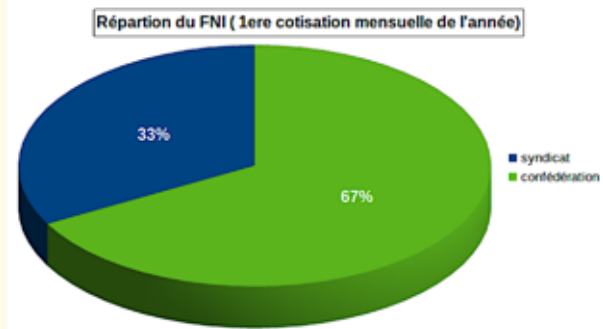
d'impôt sera versé. Par exemple, un syndiqué qui touche un salaire de 1 500 euros net par mois versera 15 euros par mois à la CGT, mais après déduction, le syndiqué n'aura réellement payé que 5,10 euros.

LVS. Comment expliquer qu'un mécanisme simple soit si difficile à appliquer ?

E.D. L'explication principale tient à un manque de formations de certains de nos responsables à la politique financière, bien que la formation syndicale mette en place des stages adaptés. Ces

stages sont reconnus souvent après coup comme utiles à nos camarades. Il doit y avoir une prise de conscience collective sur la nécessité d'être à jour, a minima deux fois par an pour reverser via Cogetise.

Les cotisations syndicales sont le « bien commun » qui permet à toute la CGT d'être autonome et revendicative, sans tutelle financière quelle qu'elle soit. Si nous devons ne retenir qu'un exemple, c'est bien la lutte contre la réforme des retraites. Nous avons eu besoin de ma-



tiel en plus grand nombre que d'habitude : affiches en grandes quantités, les frais de bus n'ont pas été négligeables et même si l'URIF a aidé les UL, le coût global est faramineux. Il fallait compter entre 700 et 800€ par bus au début des luttes et on est arrivés à 1 000 à 1 200€ par transport facturés par les autocaristes sur la fin de la mobilisation. Sans finances régulières, pas de vie syndicale à la hauteur de nos ambitions.

Violences sexuelles et sexistes

Entreprise, vie privée, militantisme : les revendications de la CGT

Il existe une Journée pour le droit des Femmes le 8 mars et une Journée internationale pour éliminer la violence à leur égard, mais la lutte doit être quotidienne, partout. Les VSS (Violences Sexistes et Sexuelles) sont une préoccupation majeure et permanente de la CGT.

En 1999, l'ONU instaure une Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes. La date du 25 novembre est un hommage aux sœurs Mirabal, militantes assassinées le 25 novembre 1960 en République Dominicaine par les services secrets pour leur opposition à la dictature.

En France, pour la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes, les associations féministes et les syndicats progressistes se mobilisent le 8 mars. Selon ses statuts, la CGT lutte contre tout système de domination et contre toutes les discriminations, dont les violences sexistes et sexuelles (VSS). Elle s'associe aux mobilisations du 25 novembre.

À l'entreprise

La CGT porte des revendications claires pour lutter et prévenir les violences sexistes et sexuelles au sein de l'entreprise :

- La mise en œuvre de sanctions pour les entreprises qui ne respectent pas leurs obligations de prévention et la création d'une obligation de négocier sur les violences sexistes et sexuelles ;
 - La création de référent-e-s VSS indépendant-e-s de l'employeur, désigné-e-s par les Instances Représentatives du Personnel (IRP) ;
 - La mise en place d'une heure de sensibilisation obligatoire de tous les salarié-e-s, d'une formation de tou-te-s les managers, RH et professionnel-le-s en contact avec les victimes ;
- La protection des victimes contre le licenciement et les sanctions, la prise en charge de l'ensemble des frais de justice par l'employeur et la reconnaissance automatique de leur situation en Accident du Travail/Maladie Professionnelle...

Les VSS contre le droit du travail

Les VSS renforcent les inégalités professionnelles entre les femmes et les hommes. Elles entraînent une détérioration des conditions de travail, car-



rière bloquée, refus de promotion... En France, plus d'une femme sur deux a déjà subi des VSS au cours de sa vie professionnelle. Près d'une femme sur trois a déjà été harcelée ou agressée sexuellement sur son lieu de travail et un quart des viols et agressions sexuelles se produisent sur le lieu de travail. Les VSS remettent en cause le droit au travail des femmes et leur liberté. La lutte contre les VSS est donc un véritable enjeu syndical. Les violences subies par les femmes dans leur vie privée peuvent avoir un impact important dans le cadre professionnel. Ainsi, la CGT demande qu'une salariée qui souhaiterait s'éloigner d'un ex-conjoint violent, puisse bénéficier à sa demande d'une mutation et de la confidentialité quant à son lieu d'affectation. La CGT soutient la revendication des associations féministes de mise en place d'une loi-cadre avec le financement de politiques publiques de lutte contre les violences faites aux femmes à hauteur de 3 milliards d'euros, pour notamment permettre la création de lieux d'hébergement d'urgence pour les victimes de violences conjugales, et l'accompagnement des victimes.

Au syndicat aussi...

Les violences peuvent aussi survenir dans le cadre militant. Les VSS dans les organisations syndicales ont un impact sur la capacité des femmes à s'investir et à militer et sont un frein à la syndicalisation des femmes, donc au syndicalisme de masse. Il est primordial de garantir aux femmes un cadre militant sécurisé et donc de prévenir ces violences dans la CGT. Les militant-e-s doivent être formé-e-s sur l'égalité femmes-hommes pour agir syndicalement contre les VSS. L'UD CGT 91 va donc lancer son « Collectif Femmes Mixité » et organiser des temps de sensibilisation et de formation. La préparation d'une soirée-projection débat autour des violences faites aux femmes est en cours et une formation pour lutter contre les VSS aura lieu au printemps 2024. Ces initiatives sur les questions d'égalité professionnelle et de lutte contre les VSS, ont vocation à se développer en Essonne avec l'implication d'un maximum de camarades.

Sara Ghenaim

Si vous êtes témoin ou victime de violences sexistes et sexuelles, une cellule de veille confédérale contre les VSS dans la CGT a été mise en place pour prévenir ces violences. La cellule peut être saisie par une victime, une organisation ou un-e témoin.

Pour la contacter :
celluleviolences@cgt.fr

Pour plus d'informations :
Guide Combattre les violences
sexistes et sexuelles
[CGT-VIOLENCES SEX.pdf](#)

Site égalité pro
[Gagner l'égalité professionnelle \(cgt.fr\)](#)

1. Ta fiche de candidature doit être transmise à ton syndicat ou ton Union Locale
2. Ton syndicat ou ton Union Locale la valide et la transmet à l'UD
3. L'UD t'envoie une confirmation d'inscription



Être acteur, actrice toute sa vie syndicale

S'impliquer dans la CGT	1 jour	Contact Syndicat ou Union Locale		
Participer à la vie de la CGT	8 jours	Module 1 - 3 jours	Module 2 - 2 jours	Module 3 - 3 jours
UL Corbeil		15 au 17 janvier 10 au 12 juin 18 au 20 novembre	18 au 19 janvier 13 au 14 juin 21 au 22 novembre	31 janvier au 02 février 18 au 20 septembre 02 au 04 décembre
UL Étampes		17 au 19 juin	20 au 21 juin	24 au 26 juin
UL Évry		27 au 29 mai	30 au 31 mai	10 au 12 juin
UL Étampes		17 au 19 juin	20 au 21 juin	24 au 26 juin
UL Les Ulis		24 au 26 juin 02 au 04 décembre	27 au 28 juin 05 au 06 décembre	28 février au 01 mars
Développer la CGT	2*5 jours	Module 1 – 5 jours		Module 2 – 5 jours
UD		04 au 08 novembre		24 au 28 juin
Combattre les violences sexistes et sexuelles au travail	3 jours	22 au 24 avril		
Combattre les idées d'extrême droite	2 jours	21 au 22 mai		

Formation à la responsabilité

Outil du trésorier – CoGÉTise	2 jours	28 au 29 mars	28 au 29 novembre
CoGiTiel	3 jours	25 au 27 mars	25 au 27 novembre
Formation de formateurs à Courcelles	5 jours	12 au 16 février	08 au 12 juillet
Rédaction d'un tract – Utilisation des réseaux sociaux	3 jours	18 au 20 mars	

Formation pour le mandat

CSSCT secteur privé	5 jours	15 au 19 janvier	21 au 25 octobre
CSE prise de Mandat	5 jours	22 au 26 janvier	03 au 07 juin 02 au 06 décembre
Délégué·e Syndical·e	5 jours	27 au 31 mai	

PRUDIS - Pour les Conseillers Prud'hommes

Les pouvoirs de la formation en référé	Futurs responsables de section	5 au 9 février	4 au 8 novembre
Session 3 Module 2	Nouveaux conseillers	18 au 22 mars	
Bulletin de paie	Tous les conseillers	22 au 23 avril	
BCO	Nouveaux conseillers Défenseurs syndicaux	15 au 17 mai et 21 au 22 mai	
BCO	Pré requis session 1 à 3 module 2	20 au 21 juin	
Session 4	Nouveaux conseillers	16 au 20 septembre	
Président de CPH et de section	Futurs responsables de section	21 au 25 octobre	
La preuve en matière de CPH	Pré requis session 1 à 3 module 2 Défenseurs syndicaux	18 au 22 novembre	